

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/ARM/3
G/SCM/Q1/ARM/3
27 février 2004
(04-0898)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses aux questions posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES¹
au sujet de la notification de l'ARMÉNIE²

Le Centre de notification de la République d'Arménie auprès de l'OMC a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après.

Question n° 1

L'Arménie peut-elle confirmer que l'article 8 1) b) de la Loi antidumping permet l'utilisation d'un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers uniquement à condition que ce prix soit représentatif, conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping?

Réponse

L'Arménie confirme que l'article 8 1) b) de la Loi antidumping permet l'utilisation d'un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers uniquement à condition que ce prix soit représentatif, conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

Question n° 2

Découle-t-il de l'article 30 de la Loi antidumping que des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance d'un pays peuvent être cumulées avec des importations subventionnées en provenance d'un autre pays dans le cadre de la même enquête?

Réponse

L'article 30 de la Loi antidumping n'autorise l'évaluation cumulative des importations que si:

- 1) le montant du dumping et/ou des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires établi en relation avec les importations en provenance de chaque pays

¹ G/ADP/Q1/ARM/1-G/SCM/Q1/ARM/1.

² G/ADP/N/1/ARM/1-G/SCM/N/1/ARM/1.

est supérieur au niveau *de minimis* et le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable ainsi qu'il est stipulé à l'article 36 de la loi;

- 2) une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et les conditions de concurrence entre les produits importés et le produit arménien similaire.

Question n° 3

Veillez préciser les circonstances dans lesquelles l'Arménie jugerait approprié de choisir une période plus courte que trois ans pour l'enquête sur l'existence d'un dommage (article 40 de la Loi antidumping).

Réponse

L'Arménie jugera approprié de choisir une période plus courte que trois ans si:

- la marge de dumping est très supérieure à la marge de dumping *de minimis*,
- il y a une augmentation rapide du volume des importations.

Question n° 4

L'article 41 3) de la Loi antidumping dispose que l'organisme compétent examinera les renseignements communiqués par les parties intéressées à moins que cet examen ne complique indûment sa tâche ou ne nuise au bon déroulement de l'enquête. Veillez préciser les circonstances dans lesquelles l'Arménie considérerait que l'examen des renseignements "complique indûment [la] tâche" de l'organisme compétent?

Réponse

L'Arménie considérera que l'examen des renseignements "complique indûment la tâche" de l'organisme compétent si le nombre des parties intéressées et le volume des renseignements communiqués sont tels que l'enquête ne peut pas être menée dans le délai fixé par la Loi.

Question n° 5

Suivant l'article 41 10) de la Loi antidumping, les copies des documents demandés aux parties intéressées doivent être certifiées par un notaire du pays exportateur. L'Arménie estime-t-elle qu'une telle condition est nécessaire et proportionnée aux fins de la conduite des enquêtes antidumping conformément à l'Accord antidumping?

Réponse

L'Arménie estime que les copies des documents demandés aux parties intéressées doivent être certifiées par un notaire du pays exportateur aux fins de garantir l'authenticité des documents produits.

Question n° 6

L'Arménie pourrait-elle indiquer si elle applique la règle dite "du droit moindre"? Si tel n'est pas le cas, veuillez expliquer en quoi la durée maximale d'application des mesures

provisaires établie à l'article 51 7) de la Loi antidumping est compatible avec l'article 7.4 de l'Accord antidumping.

Réponse

L'Arménie applique la règle "du droit moindre".

Question n° 7

L'article 72 6) dispose que l'organisme compétent ne tiendra pas compte des renseignements si un traitement confidentiel n'est pas justifié et si la personne qui les a communiqués ne souhaite pas les rendre publics. L'organisme compétent utiliserait-il néanmoins ces renseignements s'il peut être démontré de sources appropriées que les renseignements sont corrects, conformément à l'article 6.5.2 de l'Accord antidumping?

Réponse

L'organisme compétent utilisera ces renseignements s'il peut être démontré de sources appropriées qu'ils sont corrects.
